



Cadre Intégré Renforcé (CIR)
pour l'assistance liée au commerce dans les Pays les moins avancés (PMA)



MINISTERE DU COMMERCE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But- Une Foi

DIRECTION NATIONALE DU COMMERCE
ET DE LA CONCURRENCE

UNITE DE MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTEGRE

RAPPORT CONSOLIDE DE L'ANNEE 2013
PRESENTE PAR L'UNITE DE MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTEGRE (UMOCI) AU
SECRETARIAT EXECUTIF DU CADRE INTEGRE ET AU GESTIONNAIRE DU FONDS
D'AFFECTATION SPECIALE

PROJET DE LA CATEGORIE 1 MIS EN ŒUVRE EN REPUBLIQUE DU MALI

*

Intitulé du projet: Appui au Cadre Intégré du Commerce (Catégorie 1)

Date d'approbation par le Conseil du CIR: 14 juillet 2010

Date de signature du mémorandum d'accord: 09 août 2010

Date de démarrage du projet: 09 août 2010

Durée du projet: 3 ans

Budget total alloué au projet: USD 999,378 (Neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille, trois cent soixante-dix-huit dollars des Etats-Unis)

Montant reçu en 2013 au titre de l'Accord (en dollars EU): USD 224 632

Montant reçu d'autres sources de financement : les ressources de l'Etat étaient aléatoires compte tenu des problèmes liés à la mobilisation de la contrepartie nationale en raison de la crise. Les activités du Projet de la Catégorie 1 étaient essentiellement supportées par le Fonds Multilatéral (FM).

Type de rapport: Rapport technique narratif

Période considérée: 1^{er} janvier au 31 décembre 2013

Montant déboursé pendant la période considérée (en dollars EU): USD 762 295.

**

Date: 31 décembre 2013

Nom de l'auteur du rapport: Issoufi Halassi MAÏGA

Fonction de l'auteur du rapport: Chargé du suivi des projets et de Renforcement des capacités commerciales

Fonction de la personne à contacter: Mohamed SIDIBE, Coordinateur National/Chevalier de l'Ordre National

Téléphone : 00223 20 21 26 73 /fax:00223 20 21 53 67

Adresse électronique: mohamed.sidibe@cadreintegre.org

Site web: <http://www.cadreintegremali.org>

Adresse postale: BP 201

Nom du fonctionnaire autorisé:

Modibo KEITA,

Directeur National du Commerce et de la Concurrence,

Point Focal National du Cadre Intégré

Bamako, le 31 décembre 2013

PARTIE I: ÉTAT ET ANALYSE DE LA SITUATION

I.1 Aperçu général de la situation du pays dans le cadre de la mise en œuvre du projet

I.1.1 Evolution importante de la situation économique, politique, sociale et commerciale qui a influencé la mise en œuvre du projet.

L'année 2013 a été marquée par un climat politique et sécuritaire apaisé. Après 18 mois d'une transition politique difficile, les élections présidentielles se sont déroulées dans un climat calme. Le Président de la République est élu, un nouveau Gouvernement est mis en place et les députés sont élus.

L'économie malienne a pu résister à la crise politique et sécuritaire qui a touché le pays en 2012. La situation économique se stabilise avec la relance économique en 2013 du fait de l'amélioration du climat politique et sécuritaire. Les perspectives économiques montrent que le taux de croissance économique pourrait atteindre un niveau proche de 5%¹ en 2013 du fait de la relance du secteur tertiaire et la reprise des chantiers de construction.

Plusieurs situations ou actions ont influencé directement ou indirectement la mise en œuvre du projet, notamment :

Au plan de l'environnement du projet :

- l'élaboration du programme d'activités 2013 du Ministère chargé du Commerce;
- l'adoption de la Feuille de route du Gouvernement pour la transition ;
- la reprise de la coopération au développement ;
- le réaménagement technique du Gouvernement intervenu le 22 juin 2013 et la mise en place d'un Gouvernement suite à l'élection du nouveau Président de la République ;
- la création d'un Comité interministériel de suivi des engagements de la Conférence de Bruxelles ;
- l'élaboration du Programme d'Actions Gouvernementales (PAG) pour la période 2013-2018.

Au plan de la gestion du projet :

- le changement du Point Focal National du Cadre Intégré ;
- les incompréhensions sur les procédures de gestion.

I.1.1.1 Elaboration du programme d'activités 2013 et Elaboration d'un Plan d'actions prioritaires du Ministère chargé du commerce au titre de l'année 2014 :

-Programme d'activités 2013 du Ministère du commerce :

Le programme d'activités 2013 du Ministère du Commerce et de l'Industrie s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième génération du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR 2012-2017). Il se place aussi dans le contexte global de la sortie de la double crise sécuritaire et politique que le pays traversait.

Suite aux événements du 22 mars 2012, le Gouvernement de transition du Mali a élaboré une Feuille de route pour la période de la transition avec comme priorités : **(i)** la libération des régions nord du pays et **(ii)** l'organisation des élections libres, transparentes et démocratiques. Il est revenu

¹ Site web de la Banque mondiale : l'économie malienne sera résiliente face à la crise.

à chaque département ministériel chacun en ce qui le concerne d'œuvrer pour l'atteinte des objectifs assignés au Gouvernement de transition.

A ce titre, le Programme d'activités 2013 du Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) est articulé autour de quatre **(4)** principaux domaines d'intervention à savoir : **(i)** Développement du Commerce, **(ii)** Développement de l'Industrie, **(iii)** Développement du Secteur Privé, **(iv)** Planification et Suivi Evaluation.

Pour la mise en œuvre du Cadre Intégré, les activités retenues dans le Programme d'activités du MCI sont, notamment :

La poursuite de la mise en œuvre du Cadre Intégré Renforcé du Commerce, à savoir, entre autres :

- le renforcement des capacités productives et commerciales dans les filières porteuses (mangue, karité, sésame, gomme arabique...);
- la formulation du projet de catégorie 2 relatif au sésame ;
- l'appui à l'exploitation de l'Unité de Transformation des Fruits et Légumes de Yanfolila ;
- l'actualisation de l'Etude Diagnostique pour l'Intégration du Commerce (EDIC) et sa matrice d'actions ;
- la finalisation du Projet de développement de la filière karité.

Le programme d'activités 2013 a été évalué chaque trimestre. Les rapports d'activités ont été soumis à la Cellule de Planification et de Statistique du Ministère chargé du Commerce et les rapports financiers transmis à la Direction des Finances et du Matériel (DFM) du Ministère chargé du commerce.

-Plan d'actions prioritaires du Ministère du commerce pour l'année 2014

Après la mise en place du nouveau Gouvernement suite à l'élection du Président de la République, un nouveau plan d'actions prioritaires du Ministère du Commerce au titre de l'année 2014 a été élaboré. Les points retenus pour le Cadre Intégré Renforcé portent, entre autres, sur :

- la mise en œuvre du Projet de Renforcement des Capacités Productives et Commerciales de la Filière gomme arabique au Mali ;
- la finalisation du document du projet de développement de la filière karité
- l'actualisation de l'Etude Diagnostique pour l'Intégration du Commerce de son plan d'actions ;
- la recherche de financement auprès des bailleurs de fonds en vue de la réalisation des actions de la matrice de l'EDIC ;
- la participation aux rencontres sur le Commerce et le développement et l'aide pour le commerce ;
- l'appui au fonctionnement et à l'exploitation de l'Unité de Transformation des Fruits (UTRAFRUY) de Yanfolila.

I.1.1.2 Adoption de la Feuille de route pour la transition :

La feuille de route a été bâtie en tenant compte des priorités et des objectifs de la transition. Dans le cadre du programme d'activités 2013, il s'agit de prendre en compte les actions pertinentes du Ministère du Commerce et de l'Industrie en vue de contribuer à atteindre les objectifs que le département s'est fixé.

La Feuille de route a été proposée par le Gouvernement à l'Assemblée Nationale qui l'a approuvé. Elle s'articule autour des deux missions spécifiques susmentionnées et des autres défis que devait relever le Gouvernement.

Les deux missions spécifiques étaient le rétablissement de l'intégrité du territoire national et l'organisation d'élections libres et transparentes.

Les autres défis étaient, ci-après : assurer la sécurité physique pour tous les citoyens, assurer la paix sociale, assurer la relance de l'économie, restaurer l'Etat de droit, amener les partenaires à reprendre la coopération au développement, poursuivre la lutte contre la corruption, le népotisme et l'exclusion et améliorer les conditions de vie des populations du Nord.

De plus, un plan de relance durable (PRED 2013-2014) a été élaboré à l'issue de la Conférence internationale « Ensemble pour le Renouveau du Mali » à Bruxelles, le 15 mai 2013. Le financement total pour faire face aux priorités du PRED pour la période 2013-2014 s'élèverait à **3 milliards USD**.

Pour accompagner la Feuille de route, un Cadre Conjoint des Nations Unies d'Appui à la Transition (CCAT) au Mali a été élaboré en mars 2013. Le CCAT au Mali est le cadre stratégique commun des activités opérationnelles des Nations Unies au Mali, mis en œuvre durant la période exceptionnelle que constitue la transition.

Il définit la réponse collective, cohérente et intégrée des Nations Unies aux priorités et besoins nationaux inscrits dans la feuille de route. Conformément à son rôle et à son mandat, le Système des Nations Unies à travers le Cadre Conjoint d'Appui à la Transition (CCAT) devait intervenir en appui aux efforts du Gouvernement en cohérence avec les interventions des Partenaires Techniques et Financiers en vue de relever les défis de la transition. Afin de remplir ce rôle avec efficacité et responsabilité, le Système des Nations Unies devait poursuivre l'inscription de ses interventions dans la dynamique et l'esprit qui a guidé l'action des Nations Unies au Mali depuis plus de trois ans, à savoir, la détermination à réaliser le « Delivering As One » (Unis dans l'Action).

I.1.1.3 La reprise de la coopération au développement

Après les missions d'évaluation au Mali, des principaux bailleurs de fonds (Banque Mondiale, FMI, UE), la coopération au développement a quasiment repris en février 2013.

I.1.1.4 Le changement du Point Focal National du Cadre Intégré

Un nouveau Directeur National du Commerce et de la Concurrence est nommé par Décret n°2013-183/P-RM du 21 février 2013. A ce titre, il assure le rôle du Point Focal National du Cadre Intégré du commerce.

I.1.1.5 Les incompréhensions sur la gestion du projet :

Le changement du Point Focal National du Cadre Intégré a entraîné des incompréhensions sur les procédures de gestion du projet dont le nouveau Point focal n'était pas familier.

I.1.1.6 Le réaménagement technique du Gouvernement de transition et la mise en place d'un Gouvernement suite à l'élection du nouveau Président de la République

Le 22 juin 2013, le Gouvernement du Mali a fait l'objet d'un réaménagement technique. Le ministère du commerce et de l'Industrie a changé de Titulaire. L'ancien Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget devient le nouveau ministre du Commerce et de l'Industrie.

Après l'élection d'un nouveau Président de la République démocratiquement élu, un nouveau Gouvernement a été nommé en septembre 2013. Le département de tutelle du Cadre Intégré a changé de dénomination et de titulaire. Il devient le Ministère du Commerce. Le titulaire est l'ancien ministre du commerce lors de la transition.

Le Ministère chargé du commerce est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la politique nationale en matière de commerce. Il est chargé de :

- la promotion du commerce intérieur et extérieur ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des règles de la concurrence ;
- le suivi des accords commerciaux ;
- l'organisation de la lutte contre la fraude ;
- le contrôle des poids et mesures, de la qualité des produits et des prix pratiqués ;
- la protection des consommateurs en liaison avec des autres ministères.

I.1.1.7 La création d'un Comité interministériel de suivi des engagements de la Conférence de Bruxelles

Dans le cadre du suivi des engagements de la Conférence « Ensemble pour le renouveau du Mali » tenue à Bruxelles le 15 mai 2013, un Comité interministériel de suivi est créé. Présidé par le Premier ministre, le Comité a pour mission de suivre la mise en œuvre des engagements souscrits par le Gouvernement et ses partenaires lors de la Conférence. Le Comité est chargé d'examiner les questions suivantes :

- le processus de de réconciliation nationale, le retour des réfugiés et déplacés, la reconstruction et la relance économique dans le Nord ;
- la réforme de la gouvernance publique et la lutte contre la corruption ;
- la politique de décentralisation ;
- la mobilisation des ressources (internes et externes) conformément aux priorités du Plan de Relance Durable du Mali 2013-2014.

I.1.1.8 L'élaboration du Programme d'Actions Gouvernementales (PAG) de 2013 à 2018

Elaboré sur la base des orientations du Président de la République suivant un processus impliquant l'ensemble des ministères, du secteur privé et de la société civile, le Programme d'actions du gouvernement (PAG) est conçu autour de 6 axes prioritaires :

- la mise en place d'institutions fortes et crédibles ;
- la restauration de la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national ;
- la mise en œuvre d'une politique active de réconciliation nationale ;
- la reconstruction de l'école malienne ;
- la construction d'une économie émergente et
- la mise en œuvre d'une politique active de développement social.

Pour l'axe relatif à la construction d'une économie émergente qui concerne le CIR, le Gouvernement se fixe deux (02) objectifs :

- porter le taux annuel de croissance économique à deux chiffres ;
- créer 200 000 nouveaux emplois.

Ces objectifs seront atteints à travers les actions prioritaires ci-après :

- maintenir la stabilité macroéconomique ;
- développer les infrastructures pour accroître globale de l'économie ;

- assurer la disponibilité de l'énergie à moindre coût ;
- développer les infrastructures de transport ;
- développer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- faire du Mali du Mali une puissance agricole exportatrice à l'horizon 2018 ;
- promouvoir le développement de l'agro-industrie ;
- créer les conditions pour une meilleure maîtrise de la croissance des villes ;
- améliorer la qualité de l'environnement.

Le document sera présenté à l'assemblée nationale.

I.2 Effets sur les objectifs du projet

I.2.1 Effets possibles sur l'atteinte des objectifs du projet.

Le Projet de la catégorie 1 a été confronté à plusieurs contraintes qui ont eu un impact dans sa mise en œuvre, notamment:

- Contraintes d'ordre institutionnel : blocage de chèques pour la cosignature ;
- Désaccord sur les procédures de gestion du programme ;
- Difficultés dans la mobilisation des ressources de la contrepartie nationale (Budget d'Etat) à temps;
- Non réalisation de certaines activités programmées pour des contraintes budgétaires ;
- Retard accusé dans la mise en œuvre du Projet de la Catégorie 2 : Projet de Renforcement des capacités productives et commerciales de la filière gomme arabique au Mali ;
- le manque d'un Facilitateur des donateurs depuis janvier 2012.

Ces contraintes ont eu un impact négatif sur la mise en œuvre des activités : certaines activités programmées n'ont pas pu être réalisées (voir en annexe).

PARTIE II: RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE

II.1 Aperçu général des résultats

II.1.1 Principales activités mises en œuvre dans le cadre du plan de travail durant l'année 2013

II.1.1.1 Résultats prévus

Conformément aux résultats attendus du projet et au plan de travail annuel 2013, les activités suivantes étaient prévues:

- assurer le fonctionnement de l'UMOCI
- assurer la formation du personnel
- dynamiser le cadre institutionnel du Cadre Intégré : contribuer à l'organisation des réunions du comité de pilotage et du Comité interministériel de suivi du CIR ;
- organiser deux (02) missions/voyages auprès des instances du Cadre Intégré et les Institutions Internationales à Genève ;
- formuler les projets de la catégorie 2;
- Renforcer les capacités du secteur privé ;
- Rapportage sur l'état d'avancement du CIR ;
- assurer la communication de l'UMOCI ;
- Contribuer à l'amélioration de l'environnement des affaires ;
- contribuer à l'utilisation rationnelle des ressources ;
- faire le suivi des actions liées au développement du commerce extérieur.

En août 2013, un plan de travail de prolongation a été élaboré pour une durée de 8 mois (août 2013 à mars 2014).

II.1.1.2 Résultats obtenus

II.1.1.2.1 Fonctionnement de l'UMOCI et formation du personnel de l'UMOCI et de ses partenaires

Le personnel de l'UMOCI est motivé et le fonctionnement est assuré. Toutefois, il faut noter que le personnel de l'UMOCI n'a pas bénéficié de formation en 2013.

II.1.1.2.2 Appuyer la Cellule de Planification et de Statistique (CPS) du Ministère du Commerce : Atelier de validation de l'annuaire statistique du secteur Commerce, Industrie, Artisanat, Emploi et Promotion des Investissements privés:

L'atelier de validation de l'annuaire statistique 2011 s'est tenu le 5 juin 2013 à Bamako. Il a regroupé les représentants des structures du secteur, la société civile, les PTF et l'ensemble des structures du Système Statistique National.

La présentation de l'annuaire statistique a porté sur les points suivants: le contexte, la méthodologie, les indicateurs importants des sous-secteurs, les statistiques des sous-secteurs, les difficultés rencontrées et les recommandations formulées.

La méthodologie a porté sur le processus d'élaboration de l'annuaire qui se fait en différentes phases à savoir la collecte, le traitement et l'élaboration du rapport provisoire et la validation du document en trois (3) étapes (interne au niveau de la CPS, externe avec les structures du secteur et élargie avec les structures du Système Statistique National).

Il faut retenir certains indicateurs importants du secteur ont été élaborés. Il a été retenu synthétiquement 74 indicateurs dont 9 pour le commerce, 15 pour l'industrie, 27 pour l'emploi et la formation professionnelle, 18 pour l'artisanat et le tourisme et 5 pour la micro finance.

Par rapport aux statistiques par sous-secteur, les informations sont structurées dans le document de l'annuaire.

Les difficultés évoquées portent sur le financement de l'Annuaire, la disponibilité des données à temps réel et le renforcement des capacités des ressources humaines.

II.1.1.2.3 Contribuer au démarrage de l'Agence pour la Promotion des Exportations du Mali (APEX-Mali) : Acquisition d'équipements pour l'APEX Mali.

L'APEX-Mali est un établissement public à caractère administratif sous l'égide du Ministère chargé du commerce. Elle a pour mission de promouvoir l'exportation des biens et service maliens.

L'Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré (UMOCI) a réalisé l'étude de faisabilité et le Plan opérationnel pour la création de l'APEX-Mali en collaboration avec le Centre du Commerce International (CCI).

Pour le démarrage des activités de l'APEX, l'UMOCI a financé l'acquisition de certains équipements.

II.1.1.2.4 Appuyer le Comité de suivi des accords de l'OMC et des relations avec la CNUCED : Financement de l'Atelier de renforcement des capacités sur les Obstacles Non Tarifaires (ONT)

organisé par la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC), du 29 au 30 avril 2013 à Bamako :

Dans le cadre du renforcement des capacités des membres de la Commission Nationale de Suivi des Accords de l'OMC et des Relations avec la CNUCED, l'Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré (UMOCI) a appuyé la DNCC à travers le financement d'un atelier de formation sur « les Obstacles Non Tarifaires (ONT), les 29 et 30 avril 2013 » à Bamako.

L'atelier avait pour objectif d'aider les participants à mieux connaître et comprendre l'impact des ONT sur nos échanges, à travers les thèmes portant sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) ; les Règles d'Origine (RO); les Obstacles Techniques au Commerce (OTC) et le contrôle routier au Mali : les postes de contrôle routier et les pratiques illicites.

II.1.1.2.5 Organiser les réunions du cadre institutionnel du CIR (réunions Comité de Pilotage et Comité Interministériel) :

II.1.1.2.5.1 -Réunion du Comité de pilotage du Cadre Intégré du commerce et de l'Aide pour le commerce, le 08 mai 2013 à Bamako :

Présidé par le Secrétaire Général du Ministère du Commerce et de l'Industrie représentant le Ministre, l'ordre du jour du Comité de Pilotage portait sur les rapports d'activités 2012 et le programme d'activités 2013 des projets du Programme Cadre Intégré du commerce. Les projets présentés sont, notamment, le Projet d'Appui aux Filières Agroalimentaires d'Exportation (FIAGRO), le Projet de l'Unité de Transformation des Fruits de Yanfolila (UTRAFRUY) et le Projet d'Appui au Cadre Intégré du commerce (Catégorie 1).

A la fin de la réunion, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Veiller au respect de la programmation budgétaire pour éviter les écarts, notamment les dépenses non programmées ;
- Elaborer une stratégie de communication du Cadre Intégré ;
- Poursuivre les efforts pour la désignation d'un nouveau Facilitateur ;
- Tenir les sessions du Comité de Pilotage régulièrement ;
- Faire figurer les états financiers dans les rapports à venir ;
- Demander de lever le blocage de la cosignature des chèques.

Le compte rendu de la réunion du Comité de pilotage est disponible.

II.1.1.2.5.2-Réunion du Comité de pilotage du Cadre Intégré du commerce et de l'Aide pour le commerce, le 03 juillet 2013 à Bamako :

La réunion du Comité de pilotage du Cadre Intégré du Commerce et de l'Aide pour le Commerce était présidée par le Secrétaire Général du Ministère du Commerce et de l'Industrie, représentant le Ministre, Président du Comité de Pilotage.

La réunion s'est déroulée comme suit :

- adoption de l'ordre du jour de la réunion ;
- présentation des points inscrits à l'ordre du jour, suivi des débats.

Présenté par le Coordinateur National de l'Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré (UMOCI), les points inscrits à l'ordre du jour portaient sur l'examen et la validation des documents suivants:

- le Compte rendu de la réunion du Comité de pilotage, du 8 mai 2013 ;
- les plans de travail révisés du Projet d'Appui au Cadre Intégré du commerce (Catégorie 1) ;
- le plan de travail révisé de l'An1 du Projet de Renforcement des Capacités Productives et Commerciales de la Filière Gomme arabique ;
- le document de projet de renforcement des capacités de l'Unité de Transformation de Yanfolila (UTRAFRUY) ;
- les plans de travail 2014 et 2015 du Projet d'Appui aux Filières Agroalimentaires d'Exportation (FIAGRO) suite à l'accord de participation aux coûts entre le Ministère chargé du commerce et le PNUD.

A l'issue de la réunion, les conclusions suivantes ont été retenues :

- le Comité de pilotage a validé tous les documents inscrits à l'ordre du jour sous réserve de la prise en compte des observations;
- les structures intéressées ont été invitées à élaborer et à transmettre des projets au Secrétariat Exécutif du Cadre Intégré pour financement ;
- l'UMOCI est chargée de transmettre les modèles de présentation des projets de la Catégorie 2 et des études de faisabilité aux membres du Comité de pilotage ;
- l'UMOCI est chargée de prendre en compte les observations faites sur le document de projet de Yanfolila.

Le compte rendu de la réunion du Comité de pilotage est disponible.

II.1.1.6 Participation au 4^{ème} Examen Global de l'Aide pour le commerce, du 8 au 10 juillet 2013 à Genève (Suisse)

Le 4^{ème} Examen global de l'Aide pour le commerce avait pour thème: "Se connecter aux chaînes de valeur". Le but de cette réunion de Haut Niveau était d'examiner comment utiliser l'aide au développement pour connecter les entreprises des pays en développement et des PMA aux chaînes de valeur.

Le Secrétariat Exécutif du Cadre Intégré Renforcé a pris part aux activités du 4^{ème} Examen global de l'Aide pour le commerce à travers l'organisation de:

- une conférence dont le thème principal portait sur le CIR : de la pensée globale à l'action locale ;
- la présentation du film du CIR : Histoires du commerce ;
- la Table ronde sur le Cap Vert ;
- l'exposition des produits provenant des pays du CIR.

Le Coordinateur National du Cadre Intégré a pris part à l'évènement.

II.1.1.7 Participation à la 9^{ème} conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), tenue du 3 au 6 décembre 2013 à Bali en Indonésie

La Conférence ministérielle, qui est l'organe de décision de l'OMC, se réunit habituellement une fois tous les deux ans. Elle rassemble tous les Membres de l'OMC. La Conférence ministérielle est habilitée à prendre des décisions sur toutes les questions relevant de tout accord commercial multilatéral.

A la 9^{ème} Conférence de l'OMC à Bali, les pays membres à travers leurs chefs de délégation ont fait des déclarations pour exprimer leur position dans les négociations commerciales et d'autres objectifs relatifs au commerce.

Le Directeur National du Commerce et de la Concurrence, le Directeur Général Adjoint des Douanes et le Coordinateur National du Cadre Intégré ont participé à la Conférence.

Au cours d'une plénière de la conférence, le Directeur National du Commerce et de la Concurrence a prononcé une déclaration au nom de la délégation malienne. Dans son discours, il a fait savoir que le Mali qui est l'un des premiers bénéficiaires du financement du cadre intégré se félicite de l'engagement des donateurs à prolonger les activités du programme jusqu'en 2015. Il a informé l'assistance que grâce au cadre intégré renforcé (CIR), deux filières (Mangue et Gomme arabique) sont en passe d'occuper une place de choix dans le tableau des exportations du Mali.

Il a enfin indiqué que le Mali fonde beaucoup d'espoirs sur l'Aide pour le Commerce en vue d'améliorer la qualité de ses infrastructures et de réduire les coûts de transactions commerciales.

En marge de la conférence de Bali, le Secrétariat du Cadre Intégré a organisé un petit déjeuner de travail ministériel du Cadre Intégré pour les PMA, le 4 décembre 2013. Deux points étaient à l'ordre du jour :

- le CIR après 2015 : feuille de route du partenariat pour des résultats concrets ;
- l'expérience et les résultats du CIR

Une annonce de contribution a été faite par le Royaume de Danemark.

Une lettre de remerciement a été adressée à la Délégation malienne par le Directeur Exécutif du CIR suite à sa participation au Petit Déjeuner de travail du CIR organisé en marge de la Conférence de Bali.

II.1.1.2.8 Elaborer des études et projets de la Catégorie 2 du Cadre Intégré : Formuler des projets de la catégorie 2 :

II.1.1.8.1 Formulation des projets de la Catégorie 2 :

- **Mise en œuvre du Projet de Renforcement des capacités productives et commerciales de la filière gomme arabique au Mali**

Le mémorandum d'accord pour la mise en œuvre du projet a été signé entre le Gouvernement du Mali et l'UNOPS en septembre 2013. Le premier décaissement du fonds multilatéral a été effectué.

Le plan de travail révisé de l'An1 du Projet de Renforcement des Capacités Productives et Commerciales de la Filière Gomme arabique a été approuvé par le Comité de Pilotage du Cadre Intégré, le 03 juillet 2013 à Bamako.

Un programme de mise en place du projet a été élaboré. Les recrutements du Responsable financier et de l'Equipe de Consultants sont en cours. Dans ce cadre, des séances de travail ont été effectués avec la Direction des Finances et du Matériel (DFM) et la Direction des Ressources Humaines (DRH) du Ministère du commerce. Il est prévu une rencontre d'information avec les acteurs du secteur privé et les Partenaires Techniques et financiers (PTF).

- **Reformulation du Projet de renforcement des capacités de l'Unité de Transformation des Fruits de Yanfolia (UTRAFRUY) :**

Le projet vise la réalisation des activités complémentaires du projet de création d'une Unité de transformation des fruits au profit des femmes de la Coopérative « DJIGUIYA » dans le cercle de

Yanfolila. Cela se traduit par l'augmentation durable des revenus des femmes par l'accroissement des exportations des produits locaux transformés.

Il s'agit spécifiquement de :

- renforcer les capacités des femmes de la Coopérative ;
- répondre aux exigences commerciales et réglementaires des marchés ;
- rechercher des distributeurs au niveau international ;
- accroître le volume des exportations des fruits transformés.

Le document de projet a été validé par le Comité de pilotage en sa réunion du 03 juillet 2013. Il a été soumis à l'UNOPS et au SE du CIR pour observations techniques.

- **Actualisation du Projet de développement de la filière Karité (PRODEFIKA)**

L'objectif du Projet est de contribuer à l'amélioration des revenus des acteurs directs de la filière karité et à la réduction de la pauvreté au Mali par l'exploitation rationnelle et l'exportation des produits du karité. Il vise spécifiquement à :

- Organiser et bien structurer la filière (appui à la création de l'Interprofession pour la filière ;
- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie d'information et de promotion commerciale pour faciliter l'accès aux marchés internationaux
- Produire de la qualité et accroître la valeur ajoutée des produits exportables
- Renforcer les infrastructures de conditionnement, de stockage/conservation, de transformation et la logistique de transport
- Faciliter l'accès des acteurs de la filière au financement et améliorer les services rendus par les intervenants

Le Projet fera l'objet d'examen et de validation par le Comité de Pilotage avant de le soumettre en priorité au SE et à l'UNOPS.

II.1.1.8.2 Réalisation des études :

- **Actualisation du Guide de l'Exportateur :**

Dans le cadre du développement des exportations, plusieurs initiatives gouvernementales ont vu le jour, visant toutes à informer, assister, appuyer, conseiller, accompagner les exportateurs et contribuer au renforcement des capacités des cadres des sociétés et des entreprises d'exportation . L'élaboration et la diffusion d'un guide de l'Exportateur rentre dans ce cadre.

Le guide de l'Exportateur a été élaboré en 2005. Il a été conçu pour :

- aider les exportateurs de produits maliens à connaître l'environnement et les principes généraux des exportations au Mali ; « le contexte des exportations au Mali », comprendre la réglementation et les procédures d'exportation ; « comment procéder pour exporter » ;
- partager avec les exportateurs des informations sur les notions et techniques de base relatives à l'exportation ; « comment réussir votre opération d'exportation »

Un Consultant national a été recruté pour actualiser le Guide. Le document est disponible. Reste à éditer le document pour la publication.

- **Elaboration du manuel des procédures administratives, financière et comptable du Cadre Intégré**

Après approbation des TDR par le SE et le GFAS du CIR, un Consultant national a été recruté pour élaborer le manuel des procédures administrative, financière et comptable du Cadre Intégré.

Il s'agit de concevoir un manuel de règles et procédures qui décrit :

- les fiches de postes des différents organes du projet ;
- l'organisation et le fonctionnement de l'UMOCI, la gestion du personnel, la gestion budgétaire, la gestion de la trésorerie, les procédures d'achat des biens et services, la gestion des biens, les procédures comptables, la gestion des missions, le rapportage ;
- les règles, procédures et outils de gestion administrative sur la base des règles et procédures du Gouvernement, en tenant compte des orientations du cadre intégré renforcé, notamment celles du Recueil de documents du CIR et des annexes des documents des projets.

Les travaux d'élaboration du manuel ont démarré. Le draft du document est disponible. Le document a été soumis au Point Focal National pour observations avant de le transmettre au SE du CIR et à l'UNOPS.

- **Elaboration des TDR relatifs à l'Evaluation à mi-parcours du Projet de la Catégorie 1**

L'évaluation à mi-parcours vise à :

- évaluer l'étendue des résultats vis à vis du cadre logique du projet de Catégorie 1 ;
- évaluer la performance du programme du CIR de Catégorie 1 associée à l'utilisation des fonds, les domaines d'intervention du projet et les structures et systèmes organisationnels;
- examiner les modalités de gestion et les performances dans la gestion administrative et financière et dans l'exécution des responsabilités fiduciaires des arrangements nationaux d'exécution;
- informer sur les enseignements tirés et formuler des recommandations pour apporter des solutions fournir une justification pour l'extension du projet.

L'évaluation à mi-parcours aidera aussi à recenser les obstacles liés à l'obtention de résultats du projet et les conclusions seront exploitées pour préparer la deuxième phase du projet.

Les TDR sont approuvés par le Secrétariat Exécutif du CIR et le GFAS du CIR. Il reste le recrutement du Bureau de Consultants qui sera chargé de faire l'évaluation à mi-parcours.

II.1.1.2.8 Démarrage des travaux pour l'actualisation de l'Etude Diagnostique pour l'Intégration du Commerce (EDIC):

Dans le cadre de l'actualisation de l'EDIC, un Consultant international commis par la CNUCED, Chef de file, a séjourné du 11 au 21 novembre 2013 au Mali. Il était chargé du volet agriculture de l'EDIC.

Le Consultant international était chargé de :

- s'inspirer des études nationales de références notamment les documents du Cadre Stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté, deuxième génération, (CSLP II) ainsi que les différents documents des partenaires de développement tels que la Banque mondiale, le FAO, etc. ;
- étudier le secteur agricole et les sous-secteurs agricoles ;

- examiner les possibilités de développement de chaînes de valeur pour les produits agricoles existantes et autres produits agricoles et identifier les problèmes auxquels le développement des filières sont confrontés ;
- examiner, dans la mesure du possible, les volumes d'exportations, la chaîne d'approvisionnement des produits agricoles,
- analyser le secteur agro-industrie et plus particulièrement les problèmes auxquels il est confronté, la structuration des acteurs de l'agriculture et les moyens de financement appropriés ;
- analyser le rôle des femmes dans le secteur agricole/horticole et dans la gestion de la chaîne de traitement à la distribution/commercialisation des produits agricoles/horticoles;
- examiner les stratégies commerciales qui permettront aux exploitants agricoles à accéder à des marchés d'exports ou de substituts imports plus lucratifs;
- travailler en concertation avec le consultant national dans la collecte des données, l'organisation des réunions avec les responsables du ministère de l'agriculture et les partenaires de développement du secteur agricole.

Lors de sa mission, le Consultant a échangé avec les responsables des structures suivantes :

- le Ministère du Commerce (la Secrétaire Générale) ;
- la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA)
- la Fédération Nationale de la Filière Bétail et Viande au Mali (FEBEVIM)
- la Direction des Services Vétérinaires de Santé Animale
- l'Association des Producteurs de Coton Africain (APROCA)
- la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)
- le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (WAAPP)
- la Mission de Restructuration du Secteur Coton
- la Cellule de Planification et de Statistique du Secteur du Développement Rural (CPS/SDR) ;
- le Centre National de Spécialisation (CNS) sur le Riz
- le Programme de Compétitivité et de Diversification Agricole (PCDA)
- l'Institut National de la Statistique (INSAT)
- l'Office de Protection des Végétaux (OPV)
- la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC)
- la Direction Nationale de l'Industrie ;
- la Compagnie Malienne du Développement des Textiles (CMDT).

Il a échangé également avec des personnes ressources sur certaines filières, notamment le sucre et le coton.

Trois (03) Consultants nationaux ont été recrutés par la CNUCED en collaboration avec l'UMOCI. Les Consultants nationaux sont chargés de couvrir les thèmes suivants :

- les services et investissement ;
- les filières agricoles non couvertes par les Consultant international en charge de l'agriculture ;
- la Douane et le transit.

Une première séance de travail a eu lieu avec le Consultants nationaux sur l'état d'avancement de leurs travaux. L'état d'avancement des travaux est satisfaisant.

II.1.1.2.8 Mission conjointe de supervision du Secrétariat Exécutif du Cadre Intégré Renforcé (SE/CIR) et du Gestionnaire des Fonds du CIR, du 12 au 18 mai 2013 à Bamako.

Une mission conjointe du Secrétariat Exécutif du CIR et de l'UNOPS, Gestionnaire des fonds du Cadre Intégré s'est rendue du 12 au 17 mai 2013 à Bamako au Mali.

L'objet de la mission était de :

- superviser le Projet de la catégorie 1, faire le point avec les différents acteurs locaux du CIR sur l'état d'avancement du Projet de la Catégorie 1 apporter un soutien à son exécution ;
- évaluer des conditions de mise en œuvre du Projet de catégorie 2 sur la Gomme arabique et
- expliquer les procédures de gestion du projet.

La mission était composée de la Coordinatrice en Chef au SE du CIR et de l'Administrateur Régional de Portefeuille à l'UNOPS.

La mission a eu une séance de travail avec l'équipe de l'UMOCI et le Point Focal du Cadre Intégré. Les échanges ont porté, entre autres, sur la prolongation du Projet de la catégorie 1, la révision du plan de travail du Projet de la catégorie 1, la révision du plan de travail révisé pour l'An1 du Projet de la Gomme arabique, les questions fiduciaires et les procédures de gestion, l'état de mise en œuvre des recommandations relatives à la lettre de prolongation et aux missions antérieures de supervision du SE et du GFAS.

La mission a été reçue par le Ministre du Commerce et de l'Industrie. A cette occasion, le compte rendu de la séance de travail avec le Point Focal National a été fait.

Elle a également rencontré les représentants des structures suivantes :

- les Partenaires au développement (USAID, AFD,..) avec la facilitation du PNUD ;
- la Direction de la Coopération Multilatérale/Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale ;
- la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD).

Les missionnaires ont rencontré les acteurs de la gomme arabique, du karité, de la mangue et des responsables de l'Unité de Transformation de Fruits de Yanfolila (UTAFRUY). Tous les acteurs de ces filières ont salué l'intervention du Cadre Intégré au Mali. Les acteurs de la gomme arabique ont exprimé leur "impatience" pour le démarrage du Projet de la Catégorie 2 sur la Gomme arabique.

II.1.1.2.9 Voyage de partage d'expériences du Cadre Intégré du Niger, du 02 au 09 novembre 2013 au Mali.

Dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de leur Projet de la catégorie 2 du Cadre Intégré intitulé « Projet de développement de la filière cuirs et peaux au Niger », une délégation de la République du Niger a effectué un voyage à Bamako, du 02 au 09 novembre 2013 en vue de s'inspirer de l'expérience du Mali dans la mise en œuvre des Projets de développement des filières agricoles.

Ce voyage visait précisément à échanger avec les acteurs du secteur privé et les Autorités nationales concernées du Mali sur:

- les critères de choix des filières porteuses ;
- l'organisation des secteurs de production ;

- la compétitivité et l'accroissement des échanges ;
- les projets existants dans les secteurs, l'état de mise en œuvre, l'impact attendu et les difficultés rencontrées.

La mission était composée de :

- Un (01) représentant du Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, Chef de mission ;
- Un (01) représentant du Ministère de l'Agriculture ;
- Le Coordinateur national de l'Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré Renforcé (UMOCIR).

Durant leur séjour, la mission a rencontré les responsables des structures suivantes :

- le Programme de Compétitivité et de Diversification Agricoles (PCDA) ;
- l'Institut d'Economie Rurale (IER)/ECOFIL
- le Ministère du Développement Rural
- la CPS/Développement rural
- les Professionnels des cuirs et peaux
- les Acteurs de la filière gomme arabique.

II.1.1.9 Démarches entreprises pour la désignation du nouveau Facilitateur des donateurs du Cadre Intégré

Une correspondance n°0295/MCI-DNCC du 22 mai 2013 a été adressée à la Directrice de la Coopération Multilatérale/Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale (MAECI) pour la relance du processus de désignation du nouveau Facilitateur des donateurs. Une note d'information sur le rôle du Facilitateur des donateurs a été jointe à la lettre.

La Directrice de la Coopération Multilatérale doit rencontrer l'Ambassadeur du Royaume de Danemark en vue d'échanger sur la question. Le ministère du commerce est régulièrement informé de la situation.

II.1.1.2.10 Autres activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des autres projets du Programme Cadre Intégré au Mali

II. 1.1.2.10.1 Suivi du fonctionnement de l'Unité de transformation des fruits de Yanfolila (UTRAFRUY)

- Exploitation de l'UTRAFRUY;
- Production de confitures de mangues : 46 145 pots de 220 g et de 28 ml : la production a été arrêtée en avril 2013 pour manque de ressources;
- Commercialisation de confitures de mangues : 4555 pots pour une valeur de 2 211 500 FCFA, soit 4 413,02 USD : le principal gérant de la Société de commercialisation de confitures de mangues est gravement malade. Ce qui a joué négativement sur les exportations de confitures;
- Accompagnement en cours à la Certification HACCP de l'UTRAFRUY : activité non réalisée pour manque de ressources.

II. 1.1.2.10.2 Appui aux Filières Agroalimentaires d'Exportation (FIAGRO)

- Paiement des frais de formation d'un agent du ministère chargé du commerce sur le "Management moderne d'un Secrétariat : Maîtrise des NTIC", tenu du 22 juillet au 02 août 2013 à Paris en France ;
- Couverture phytosanitaire des vergers : 10 000 ha de vergers de manguiers traités par deux fois, Sensibilisation des Producteurs aux Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) et missions de suivi des opérations de traitement par l'Office de Protection des Végétaux (OPV) ;
- Formation de 60 producteurs de mangues des bassins de production (Bamako, Koulikoro et Sikasso) sur les Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) ;
- Formation de 30 agents applicateurs chargés des opérations du traitement phytosanitaire des vergers ;
- Formation en Gestion simplifiée de 30 PME de transformation des produits agroalimentaires à Sikasso ;
- Octroi de 3000 caisses de récolte aux associations de fournisseurs de mangues et certaines Stations de conditionnement ;
- Prise en charge de 02 professionnels de la profession agricole au Salon International de l'Agriculture (SIA) de Paris et accompagnement de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) à l'évènement ;
- acquisition des équipements pour les acteurs de la filière mangue : acquisition d'un séchoir à la Coopérative « SIGUIDYA » de Djoliba (Coopérative de femmes) ;
- évaluation du bilan de la campagne mangue 2013 : journées de validation des statistiques de commercialisation et bilan mangue 2013 par les Comités Régionaux de l'Interprofession Mangue de Bamako, Koulikoro et Sikasso ;
- Journée nationale de validation des statistiques de commercialisation et bilan mangue 2013, le 31 octobre 2013 à Bamako : 25 890,094 tonnes de mangues fraîches exportées pour une valeur de 14 242 432 100 de FCFA, soit 28 459 251 USD². La journée a été organisée en collaboration avec l'Interprofession de la Filière Mangue du Mali et le Programme de Compétitivité et de Diversification Agricole (PCDA) sous la supervision du Comité National de Validation des Statistiques du Commerce Extérieur.

II.1.1.2.11 Autres rencontres :

II.1.1.2.11.1 Réunions hebdomadaires

- Conseils de cabinet du Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) : Le Coordinateur national de l'UMOCI participe aux réunions sous la présidence du Ministre. Participent aux dites réunions les Directeurs nationaux, les Chefs de services et les Coordinateurs de projets rattachés au département. Cela permet un partage d'informations sur les activités du programme CIR et créer une synergie d'actions avec les activités du département et aussi le suivi (contrôle des tâches).

II.1.1.2.11.2 Participation de l'UMOCI à d'autres réunions

Au niveau national :

- Réunion sur la 13^{ème} revue des Projets/Programmes du Ministère du Commerce, le 15 février 2013 à Bamako ;

² 1 USD=500,45 FCFA

- Réunion du Comité National de Pilotage et d'Orientation du Programme Compétitivité et Diversification Agricole (PCDA), le 21 février 2013 à Bamako : La réunion a porté sur l'examen et adoption du programme d'activités et du budget 2013.
- Réunion du Comité Local d'Orientation, de Concertation, de Suivi pour les Actions de Développement (CLOCSAD), le mardi, 12 mars 2012 à Yanfolila : Le Coordinateur de l'UMOCI a fait une présentation à la réunion qui portait sur l'élaboration d'un programme harmonisé sur le traitement phytosanitaire des vergers de manguiers.
- Réunion du Comité Interprofession Mangue de Koulikoro, le 19 mars 2013 à Koulikoro ;
- Réunion de validation des réalisations du Budget-programme 2012 du MCI, le 05 avril 2013 à Bamako
- Conseil de Direction de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC), les 26 et 27 avril 2013 à Bamako : Le coordinateur National de l'UMOCI a fait une présentation sur l'état de mise en œuvre du Cadre Intégré.
- Réunion d'échanges entre le PNUD et le Directeur National du Commerce et de la Concurrence, le mercredi 05 juin 2013 à la DNCC sur le renforcement du partenariat entre le PNUD et le Ministère du Commerce dans la mise en œuvre du Programme Cadre Intégré.
- Journée annuelle de diffusion des comptes extérieurs du Mali organisée par la BCEAO, le 20 juin 2013 à Bamako ;
- Participation aux travaux de validation (réalisations 2012 et prévisions 214-2016) du budget-programme du Ministère du Commerce et de l'Industrie, le 28 juin 2013 et les 24 et 25 juillet 2013 à Bamako : le budget programme est un document explicatif joint au projet de Loi de finances précisant les objectifs du ministère, les programmes qui y concourent et les moyens consacrés ;
- Réunions sur la revue décennale du Programme d'actions d'Almaty en faveur des Pays en Développement Sans Littoral (PDSL) au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale: L'UMOCI a proposé une note pour la préparation du Rapport national sur la revue décennale.
- Réunion de validation du Rapport national sur la mise en œuvre du Programme d'Almaty en faveur des Pays en Développement Sans Littoral (PDSL), le 18 juillet 2013 à Bamako ;
- Réunion d'examen du Rapport d'une étude sur « l'analyse des stratégies de valorisation et de commercialisation de la gomme arabique au Mali », tenue le 18 juillet 2013 à Bamako. Elle a été organisée par le Centre d'Etudes des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer (CERCAP) ;
- Atelier de validation du projet de document pour le développement d'une politique nationale de la qualité, tenu les 12 et 13 juillet 2013 à Bamako
- Conférence de haut niveau sur les régimes économiques au Mali organisée par la Direction Nationale des Industries (DNI), le 9 mars 2013 à Bamako
- Assemblée générale de l'Interprofession de la Filière Mali, le 25 avril 2013 à Bamako : l'UMOCI a été remerciée pour un accompagnement aux acteurs de la filière
- Réunion de l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD) sur la préparation du projet de renforcement de la résilience des groupes de femmes productrices et des communautés vulnérables aux changements climatiques au Mali, le 20 juin 2013 à Bamako ;
- Participation aux travaux de la première revue du CSCRP 2012-2017, du 4 au 5 juillet 2013
- Participation à la réunion d'arbitrage du Programme Triennal d'Investissement (PTI 2014-2016) dont la tranche annuelle constitue le Budget 2014 : Le Cadre Intégré a été doté à hauteur d'un milliard 500 millions de FCFA, soit 3 000 000 USD pour l'année 2014.
- Réunions d'échanges sur l'opérationnalisation du Transit Routier Inter-Etats (TRIE) Unique CEDEAO sur l'axe Bamako-Dakar, tenue les 15 et 29 août 2013 à Bamako
- Réunion d'examen des TDR de l'étude relative à la formulation d'une stratégie nationale de développement des exportations du Mali, tenue le 9 septembre 2013 à Bamako au ministère du commerce

- Réunion du Comité technique du Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA), tenue le 5 décembre 2013 à Bamako.

Au niveau international :

- Participation au Forum mondial sur les produits de base et la réunion pluriannuelle des Experts sur les produits de base et le développement, tenus respectivement les 18 et 19 mars et les 20 et 21 mars 2013 à Genève en Suisse : Sur invitation de la CNUCED, le Coordinateur National de l'UMOCI a participé aux rencontres.
- Participation au Séminaire régional sur l'Aide pour le commerce et les perspectives commerciales et de développement pour l'Afrique, prévu du 04 au 06 juin 2013 à Addis Abeba en Ethiopie : Sur invitation de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, l'Expert chargé du suivi des projets a participé au séminaire.

II.1.1.2.11.3 Séances de travail

- Séance de travail avec le Consultant National commis par l'Ambassade Royale de Danemark pour réaliser une revue des études sur les filières agricoles au Mali, le 20 janvier 2013 ;

-Séance de travail avec le PNUD sur le renforcement du partenariat avec le Ministère du commerce dans le cadre de la mise en œuvre du programme Cadre Intégré, le 05 juin 2013 sous la présidence du Point Focal National : L'une des conclusions est la prolongation de l'accord de participation aux coûts entre le PNUD et le MCI jusqu'en 2015. Cet accord ne concerne pas le Fonds multilatéral.

-Séance de travail avec la Diaspora malienne (DIASMA) sur le contrat de vente de confitures de mangues en décembre 2013 à Paris.

I.1.1.3 Analyse des progrès accomplis pour atteindre les résultats mesurés par les indicateurs :

Résultat 1: Développement de capacités institutionnelles et de gestion suffisante dans les Pays du CIR pour la formulation et l'application de stratégies liées au commerce et de plans de mise en œuvre :

- les capacités de l'UMOCI sont renforcés : nombre d'équipements acquis ;
- le personnel de l'UMOCI est motivé : les salaires payés ;
- Deux réunions du Comité de Pilotage se sont tenues ;
- Démarrage des travaux d'actualisation de l'Etude Diagnostique pour l'Intégration du Commerce (EDIC) et la matrice d'actions de l'EDIC sous la conduite de la CNUCED : nombre de Consultants recrutés : le Consultant international en charge du chapitre agriculture de l'EDIC a effectué une première mission au Mali et trois (03) Consultants nationaux ont été également recrutés.
- Elaboration et Mise en œuvre des Projets de la Catégorie 2 : un projet démarré et deux documents de projets élaborés disponibles :
 - ✓ le Projet de Renforcement des capacités productives et commerciales de la filière gomme arabique : démarrage du projet et le programme de mise en œuvre élaboré ;
 - ✓ le Document de Projet de renforcement des capacités de l'Unité de Transformation des Fruits de Yanfolila (UTRAFRUY) révisé ;
 - ✓ le Document de Projet de développement de la filière karité (PRODEFIKA) élaboré
- le manuel de procédures administrative, comptable et financière du Cadre Intégré élaboré ;

- les TDR relatifs à l'évaluation à mi-parcours du Projet de la Catégorie 1 du Cadre Intégré Renforcé approuvé et le processus de recrutement de consultant démarré.

Résultat 2: Intégration du commerce dans les stratégies et plans nationaux de développement des Pays du CIR

- Renforcement du commerce dans le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCP 2012-2017) : **la première revue à mi-parcours du CSCR 2012-2017 tenue en juin 2013 ;**
- Amélioration de la qualité des statistiques sur les exportations : l'atelier de validation des statistiques d'exportation de la mangue en collaboration avec le Comité National de validation des statistiques du commerce extérieur : 25 890,094 tonnes de mangues fraîches exportées pour une valeur de 14 242 432 100 de FCFA, soit 28 459 251 USD³.

Résultat 3: Fourniture coordonnée des ressources liées au commerce (financements, assistance technique, etc.) par les donateurs et les organismes de mise en œuvre pour concrétiser les priorités du pays après l'adoption de la Matrice des actions de l'EDIC

- Suivi de l'Aide au commerce :
 - ✓ Participation au 4ème Examen Global de l'Aide pour le commerce à Genève
 - ✓ Renseignement du questionnaire de l'Aide au commerce soumis par l'Union Africaine ;
 - ✓ Participation au Séminaire régional sur l'Aide pour le commerce et les perspectives commerciales et de développement pour l'Afrique, tenu du 04 au 06 juin 2013 à Addis Abeba en Ethiopie. Le Séminaire était organisé par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique.

Résultat 4: Obtention par les Pays du CIR de ressources pour soutenir les initiatives qui répondent aux priorités de la Matrice des actions de l'EDIC.

- Rechercher le financement et d'appui technique auprès des instances du CI, des agences et des PTF :
- saisine de l'AFD pour le financement du Plan de formation de la DNCC ;
- appui budgétaire de l'Etat pour financer le projet de la Catégorie 1 ;
- Soutien aux groupes thématiques d'accords de l'OMC et du suivi de l'APE :
 - ✓ Atelier de renforcement des capacités sur les Obstacles Non Tarifaires (ONT) organisé par la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC à Bamako
 - ✓ Participation à la Conférence ministérielle de l'OMC à Bali en Indonésie.
- Amélioration de l'environnement des affaires propice au développement du secteur privé et institutions d'appui au commerce :
 - ✓ Appui à l'Agence pour la Promotion des Exportations du Mali (APEX) : nombre d'équipements acquis ;
 - ✓ Appui à la CPS du Ministère chargé du commerce : validation de l'annuaire statistique.

I.1.1.4 Évaluation de la progression globale du projet (ou les contretemps survenus)

En dépit des effets de la crise de 2012 qui ont eu un impact négatif sur la mise en œuvre du projet, des résultats sont néanmoins atteints conformément au plan de travail et au cadre logique.

I.1.1.5 Les problèmes/obstacles rencontrés ou les faits nouveaux favorables intervenus en 2013, en quoi ils ont pu affecter la réalisation des objectifs et quelle réponse y a été apportée.

Les problèmes/obstacles rencontrés en 2013

- les Contraintes d'ordre institutionnel (blocage de chèques) ;

³ 1 USD=500,45 FCFA

- le désaccord sur les procédures de gestion;
- les difficultés dans la mobilisation des ressources de la contrepartie nationale (Budget d'Etat)
- le retard accusé dans la mise en œuvre du Projet de la Catégorie 2 : Projet de Renforcement des capacités productives et commerciales de la filière gomme arabique au Mali.

Ces problèmes ont eu des conséquences négatives sur la mise en œuvre de certaines activités pertinentes du Projet.

Les faits nouveaux favorables intervenus en 2013 :

- validation par le Comité de Pilotage du Plan de travail révisé An1 du Projet de Renforcement des capacités productives et commerciales de la filière Gomme arabique;
- validation par le Comité de Pilotage du Plan de travail révisé pour la prolongation du Projet de la Catégorie 1 d'août 2013 à mars 2014 ;
- la reprise totale de la coopération au développement ;
- Instruction du Ministre du commerce en son temps pour l'annulation de l'Ordre de recette n°0003 du 20 mai 2013 du DFM/MCI et la restitution des ressources à l'UMOCI d'un montant de 300 millions de FCFA, soit 599 460 USD;
- Adoption de la Loi des Finances 2014 : allocation prévisionnelle de 1 milliard 500 millions de Francs CFA, soit 3 004 928,08 USD pour 2014 pour la contrepartie nationale bien qu'une coupe de 250 millions de FCFA, soit 500 000 USD est intervenue ;
- Signature du Mémoire d'Accord pour la mise en œuvre du Projet de Renforcement des capacités productives et commerciales et premier décaissement du fonds multilatéral reçu ;
- Prolongation du projet de la Catégorie 1 pour 8 mois (août 2013 à mars 2014).

II.2 Suivi et évaluation, et présentation de rapports

II.2.1 Les travaux de suivi et d'évaluation, y compris la présentation de rapports au Ministère et aux autres parties prenantes, et l'incorporation des résultats dans les outils d'établissement de rapports du gouvernement.

Les rapports techniques sont régulièrement transmis au Ministère, à la Cellule de Planification et de Statistique (CPS) du secteur commerce et à la Direction des Finances et du Matériel (DFM) du Ministère du Commerce et de l'industrie (MCI).

Ces rapports sont également transmis à l'UNOPS, le GFAS et au PNUD, partenaire stratégique du Programme Cadre Intégré au Mali.

Dans le cadre de l'information des partenaires au développement, une lettre n°0293/MCI-DNCC du 22 mai 2013 a été adressée à l'USAID, Président du Groupe de Travail "Economie et Développement rural" afin que les activités du CIR soient présentées lors de leurs sessions.

D'autres outils de suivi sont régulièrement renseignés et transmis aux structures techniques du MCI :

Cellule de Planification et de Statistique (CPS) :

- le Tableau de suivi de la lettre de mission du Ministère chargé du commerce du 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2013 ;

- le Programme d'Actions prioritaires du Ministère chargé du commerce du 2^{ème} semestre 2013.

Ces outils permettent de s'assurer de la cohérence des actions du programme avec les priorités nationales et renseignent sur les activités du CIR qui figurent dans la lettre de mission du MCI et le Programme d'Actions Prioritaires du MCI.

II.3 Formation et renforcement des capacités

II.3.1 Les progrès accomplis dans l'élaboration du plan de renforcement des capacités conformément au plan de travail.

Conformément aux lignes directrices et aux recommandations relatives à l'approbation du Projet de la catégorie 1, un plan de renforcement des capacités a été élaboré.

Il faut noter qu'en 2013, le personnel de l'UMOCI n'a pas bénéficié de formation.

Formation des partenaires de l'UMOCI : Paiement des frais de formation d'un agent du Ministère du Commerce et de l'Industrie sur le Management moderne : maîtrise des TICs (prise en charge par le Budget d'Etat).

Acteurs des acteurs privés et publics :

- formation des producteurs de mangues sur le droit commercial de l'OHADA ;
- acquisition d'équipement au profit d'une PME de transformation des produits agroalimentaires.....
- Formation de 30 membres du Comité de suivi des accords de l'OMC sur les Obstacles Non tarifaires (ONT) ;
- Formation et sensibilisation de 60 producteurs de mangues de Bamako, Koulikoro et Sikasso sur les Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) ;
- Formation et sensibilisation de 30 GIEs chargés des opérations du traitement phytosanitaire des vergers ;
- Formation en Gestion simplifiée de 30 PME de transformation des produits agroalimentaires à Sikasso.

II.3.2 Toute mesure de renforcement des capacités qui a été mise en œuvre. Incluez les bénéficiaires.

Elaboration du Plan de formation : les bénéficiaires sont un agent du Ministère du Commerce, les agents de la DNCC dans le cadre du Comité de suivi des accords de l'OMC et les acteurs privés et publics. En 2013, le personnel de l'UMOCI n'a bénéficié d'aucune formation.

II.3.3 Les résultats (positifs ou négatifs) de ces mesures?

II.3.3.1 Résultats positifs : les capacités des partenaires de l'UMOCI et les acteurs privés et publics sont renforcées

II.3.3.1 Résultats négatifs : Le Plan de formation n'est pas totalement mis en œuvre pour insuffisance de ressources. En 2013, le personnel de l'UMOCI n'a bénéficié d'aucune formation.

II.4 Viabilité et stratégie de sortie

II.4.1 Les actions qui ont été menées pour intégrer l'UMOCI ou ses fonctions dans le cadre de travail du Ministère du Commerce et de l'industrie.

L'UMOCI s'intègre totalement dans le programme d'activités du Ministère du Commerce et de l'Industrie. On peut citer les actions suivantes :

- Programme d'activités 2013 du Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) :

La poursuite de la mise en œuvre du Cadre Intégré Renforcé du Commerce ; le renforcement des capacités productives et commerciales des acteurs des filières porteuses (mangue, karité, sésame, gomme arabique...) ; la formulation du projet de la catégorie 2 ; l'appui à l'exploitation de l'Unité de Transformation des Fruits de Yanfolila ; l'actualisation de l'Etude Diagnostique pour l'Intégration du Commerce (EDIC) et sa matrice d'actions sont, entre autres, des actions consignées dans le programme d'activités 2013 du MCI. L'état de mise en œuvre de ces points est fourni à la Primature et au Secrétariat Général du Gouvernement (SGG).

- Conseil de Cabinet du MCI sur le contrôle des tâches :

Le Coordinateur National de l'UMOCI fait l'état de la mise en œuvre du programme Cadre Intégré lors des réunions hebdomadaires.

II.4.2 Les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie de sortie du projet tout en maintenant la dynamique engagée par celui-ci.

- Appropriation du programme au niveau national (MCI, secteur privé) ;
- Appropriation du programme par les acteurs privés à travers les activités de renforcement des capacités.

II.4.3 La contribution du gouvernement au projet à long terme, y compris les contributions financières et en nature.

Le Projet Appui au Cadre Intégré du commerce est intégré dans les documents de politique et stratégies du Gouvernement :

- La poursuite de la mise en œuvre du Cadre Intégré du commerce dans le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR 2012-2017) ;
- Le renforcement du commerce dans le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)
- Le Projet Appui au commerce dans le Programme triennal d'Investissement (PTI) : contribution financière de l'Etat à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI) pour 1 milliard 500 millions de FCFA, soit 3 004 928, 08 USD en 2014 ;
- Arbitrage annuel financier : Unité fonctionnelle (UF) du Projet Appui au Cadre Intégré du Commerce (UF 810-8-8-0-0411-009-2241-03-1 : Référence du Budget d'Etat et compte au niveau du Trésor public).

II.5 Communication et diffusion

II.5.1 Les activités de sensibilisation qui ont été menées (par exemple, publicité, presse, participation des parties prenantes grâce aux moyens numériques) et leur incidence.

- L'existence du site web actualisé du Cadre Intégré : [http// : www .cadreintegremali.org](http://www.cadreintegremali.org) ;
- La diffusion des activités du programme dans la presse publique et privée.

II.5.2 Des bonnes pratiques ou des enseignements à partager qui ont été tirés des efforts de sensibilisation déployés en 2013

Dissémination des informations commerciales :

- sensibilisation sur les Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) à travers la sensibilisation des acteurs sur les techniques de cueillette ; les techniques de traitement phytosanitaire des vergers ; les techniques d'entretien des vergers ;
- sensibilisation sur les Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH) à travers la sensibilisation des acteurs sur les techniques d'entretien des vergers, les techniques de conservation des aliments.
- sensibilisation sur la mise en place du système de gestion de la qualité dans les entreprises et l'accompagnement à la certification ;
- Journée nationale de validation des statistiques de commercialisation et bilan mangue 2013, le 31 octobre 2013 à Bamako : 25 890,094 tonnes de mangues fraîches exportées pour une valeur de 14 242 432 100 de FCFA, soit 28 459 251 USD⁴.

PARTIE III: ARRANGEMENTS FIDUCIAIRES ET ORGANISATION

III.1 Organisation et gestion fiduciaire du projet

III.1.1 Les activités importantes de passation des marchés menées par l'unité, y compris les problèmes rencontrés en 2013 :

Les Consultants sont recrutés sur la base d'une liste restreinte et les offres sont évaluées par un Comité comprenant la Direction des Finances et du Matériel du Ministère du Commerce.

III.1.2 Les principaux problèmes d'organisation ou de gestion fiduciaire qui se sont posés en 2013, y compris les efforts déployés pour améliorer l'organisation/la gestion du projet.

Des difficultés dues à l'incompréhension du Directeur des Finances et du Matériel et du Point Focal du Cadre Intégré sur les procédures de mise en œuvre du Cadre Intégré. Des explications ont été données par la mission conjointe du SE du CIR et du GFAS. Malheureusement, le désaccord demeure.

III.1.3 Les problèmes de gestion du personnel et de gestion administrative, et les progrès accomplis :

Aucun problème majeur n'est signalé au niveau de la gestion du personnel. La quasi-totalité du personnel est disponible et motivé. Sauf que le personnel fait remarquer avec regret de n'avoir pas suivi de formations en 2013.

⁴ 1 USD=500,45 FCFA

Le PNUD a été saisi par lettre pour l'atteinte de l'âge de mise à la retraite du Chauffeur.

III.2 Gestion financière

III.2.1 Les principaux problèmes en matière de gestion financière et de comptabilité qui se sont posés en 2013 :

- Difficultés de mobilisation de la contrepartie nationale : la coupe budgétaire de 300 millions de FCFA, soit 600 985, 62 USD⁵. Le blocage de cette somme dans un compte d'attente a provoqué pendant la période un réaménagement des activités et souvent la prise en charge de certaines activités par des budgets non programmés;
- Non réalisation de certaines activités programmées;
- Désaccord sur les procédures de gestion du programme.

III.2.2 Tout soutien financier/toutes ressources qui ont été accordés par le gouvernement et d'autres donateurs :

En dehors du Fonds Multilatéral d'Affectation spéciale du Cadre Intégré, le gouvernement a décaissé 1 382 760 666 de FCFA, soit 2 770 064, 24 USD⁶ au compte du programme Cadre Intégré du commerce sur 1 milliard 500 millions de FCFA prévus pour tous les projets. Ces ressources ont été aussi affectées aux autres projets (FIAGRO, UTRAFRUY) du programme du Cadre Intégré du commerce selon les besoins.

III.3 Mise en œuvre des recommandations antérieures du SE/GFAS

III.3.1 Mise en œuvre des recommandations du SE et du GFAS (figurant dans la lettre d'approbation du Conseil ou résultant des missions précédentes).

| N° | DESCRIPTION DE LA RECOMMANDATION | ETAT D'EXECUTION | ACTIVITES A ENVISAGER | OBSERVATIONS |
|---|--|------------------|--------------------------------|--------------|
| Mission conjointe du SE et du GFAS, du 13 au 17 mai 2013 | | | | |
| Projet de la Catégorie 1 | | | | |
| 1 | Soumettre un plan de travail révisé et deux budgets pour une requête de prolongation sans coûts Les deux budgets sont: un indiquant l'utilisation des fonds du CIR, et un deuxième incluant également la contribution du gouvernement malien. | Réalisé | La mise en œuvre est en cours. | |

⁵ 1 USD=499,18 FCFA

⁶ 1 USD=499,18 FCFA

| | | | | |
|---|---|--|--|--|
| 2 | Les activités pour les résultats 3 et 4 du projet de la Catégorie 1 devraient être spécifiées pour permettre d'intégrer le CIR dans l'architecture de coordination entre les PTF. Spécifiquement, le CIR devrait être plus impliqué dans l'agenda plus large de l'Aide pour le Commerce, notamment les groupes de travail tel que le Groupe de Travail "Economie et développement rural". | Le plan de travail révisé élaboré a pris en compte cet aspect. L'UMOCI attend la réponse de la lettre n°0293/MCI-DNCC du 22 mai 2013 adressée au Président du Groupe de Travail "Economie et Développement rural" afin que les activités du CIR soient présentées lors des sessions dudit groupe. | | |
| 3 | Revue du cadre logique, particulièrement les indicateurs et les cibles afin d'assurer qu'ils soient SMART (spécifiques, mesurables, acceptés, réalistes et temporellement définis). Par ailleurs, l'UMOCI devrait considérer l'intégration du résultat 5 de son cadre logique dans les résultats 2 et 3 pour faciliter la programmation du budget. | Pour la soumission de la proposition de la deuxième phase du projet de la Catégorie 2 | | |
| 4 | Un manuel d'opérations pour le CIR au Mali devrait être formulé et approuvé par le Comité de Pilotage. Ce manuel guidera pour les projets de catégorie 1 et 2 pour lesquels le MCI est la Principale entité de mise en œuvre (PEMO). | Le Consultant est recruté. L'Etude a démarré. Le premier draft est disponible. | Le document sera transmis au Point Focal puis SE et au GFAS pour observations. | |
| 5 | Les préparatifs pour l'Actualisation de l'EDIC devraient commencer avec la finalisation des Termes de références, du chronogramme et du budget préalable. | Les travaux d'actualisation de l'EDIC ont démarré. Le Consultant international en charge du chapitre Agriculture a effectué une mission à Bamako. Les Consultants nationaux sont recrutés. | Un 2 ^{ème} Consultant international est attendu. Il est en charge du volet service et investissement. | |
| 6 | Préparation de l'évaluation à mi-parcours : préparation des TDR selon le format déjà envoyé au PF et à l'UMOCI. Ces TDR devront être soumission au SE et GFAS pour examen avant le recrutement du consultant par le comité des marchés du MTI avec implication de la DFM et de la Direction des Ressources Humaines (DRH). | Les TDR sont élaborés sur la base de la note d'orientation relative à l'évaluation à mi-parcours des Projets de la Catégorie 1 en impliquant la DFM et la DRH. Des séances de travail ont eu lieu | | |

| | | | | |
|---|--|--|---|--|
| | | avec ces deux structures. Les TDR ont été approuvés par le GFAS et le SE du CIR. Le lancement est prévu en janvier. | | |
| 7 | Préparation de l'audit des comptes dans les meilleurs délais. | La Cour des comptes avait été saisie pour réaliser les audits 2011 et 2012 du Cadre Intégré. En réponse, la Cour des comptes a demandé un report pour 2014, les audits programmés en 2013 étant terminés. Il a été convenu avec le GFAS de recruter un Cabinet privé par appel à candidature pour auditer les comptes 2011, 2012 et 2013. Les TDR sont approuvés. Le lancement de l'appel à candidature est prévu en janvier 2014. | | |
| 8 | Pour améliorer la gestion des ressources du projet, l'UMOCI devra s'assurer que les bons de commandes (achats de biens) et les ordres de services (consultants) sont approuvés par le PF suite à l'évaluation des offres par le comité d'analyse établi par le MTI. Dorénavant les rapports d'analyse des offres pour les achats et les consultants devront être transmis au GFAS pour approbation. | La première partie est faite depuis toujours. L'envoi des rapports d'analyse au GFAS est respecté à ce jour. | | |
| 9 | En attendant la mise en place du manuel de procédure, une note administrative doit être proposée par l'UMOCI et signée par le PF concernant l'utilisation de l'essence et l'appui pour les communications téléphoniques. Les allocations devront s'inscrire dans le cadre des activités du projet et être limitées au personnel pris en charge par le projet de Catégorie 1 et au Point focal. Aucune allocation ne devrait être faite | Un memo est signé par le Point Focal. Le carburant est géré conformément au memo qui a été approuvé par le Point Focal. | Le manuel en cours d'élaboration tiendra compte de la gestion du carburant. | |

| | | | | |
|--|--|--|--|--|
| | au personnel d'autres projets, tel que Yanfolila, ou de ministères non directement en charge de l'exécution des activités du projet. Il devrait être institué une gestion séparée et transparente des budgets de chaque projet et de la contribution du gouvernement. | | | |
| 10 | Dans le processus d'évaluation à mi-terme, et conformément à l'esprit des recommandations de la lettre d'approbation (Annexe A du Protocole d'accord) concernant l'accord entre le MCI et le PNUD, une évaluation de la capacité du Mali à gérer les ressources du projet de catégorie 1 sera entreprise en vue de guider dans les modalités de gestion de la phase 2 du projet de catégorie 1. | En cours | L'accord prévoit la gestion financière par l'UMOCI à partir de 2012. | |
| 11 | Les recommandations des missions antérieures non encore exécutées doivent être examinées et leur exécution prise en compte dans la formulation de la prolongation de cette phase ou dans la phase 2. | Le contrôle interne relève du Point Focal et de la DFM. | | |
| Projet de la Catégorie 2 (Gomme Arabique) | | | | |
| 12 | En tenant compte de l'évaluation de la situation sécuritaire, préparer et soumission au SE et au GFAS un plan de travail et un budget détaillé, y compris un chronogramme, un budget détaillé pour le GFAS et un budget détaillé pour la contribution du gouvernement. Cette révision sera axée sur la zone 1 du projet (région de Kayes) pour la première année et faire seulement des projections pour les autres zones à partir de l'année 2. | Le Plan de travail révisé de l'An1 du Projet Gomme arabique élaboré est approuvé par le Comité de Pilotage du Cadre Intégré. Le mémorandum d'accord est signé. Le premier décaissement du Fonds multilatéral est effectué depuis septembre 2013. Les TDR relatifs au recrutement du Responsable financier et de l'Equipe des Consultants sont élaborés. Les recrutements sont imminents. | Lancement des appels à candidature en janvier 2014. | |

| | | | | |
|--------|--|--|---|--|
| 13 | Le plan de travail devrait inclure des activités de communication afin d'assurer que tous les bénéficiaires actuels et potentiels du projet seront sensibilisés aux activités planifiées en soutien de la filière gomme arabique. | L'équipe du CIR en charge de la communication sera contactée. Néanmoins, un Plan de communication sur le Projet Gomme arabique doit être élaboré. | Une rencontre avec les acteurs est prévue en janvier 2014. | |
| 14 | Le plan de travail et le budget correspondant doivent être soumis au comité de suivi et au CDN pour approbation. Les réunions du comité de suivi et du CDN doivent se tenir régulièrement pour permettre la bonne supervision des activités des projets et orienter l'UMOCI. | Réalisé | | |
| 15 | Le MTI devra s'assurer que le Manuel de procédures est prêt pour faciliter la gestion du projet gomme arabique en tirant les leçons de l'exécution du projet de catégorie 1. | Le manuel de procédures administrative, financière et comptable du Cadre Intégré est en cours d'élaboration. Le premier draft est disponible. | Le manuel sera transmis au Point Focal puis au GFAS et au SE du CIR pour observations. | |
| Autres | | | | |
| 16 | Pour améliorer l'appropriation nationale du CIR et la perception du CIR par les PTF et les autres parties prenantes nationales, le Coordinateur et le PF devraient représenter le CIR conjointement au tant que possible. | En cours. Ne dépend que du Point Focal. | | |
| 17 | Identification d'un nouveau Facilitateur des Donateur qui remplacera l'USAID. | Une correspondance n°0295/MCI-DNCC du 22 mai 2013 a été adressée à la Coopération Multilatérale/Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale (MAECI) pour la relance du processus de désignation du nouveau Facilitateur des donateurs. | La Directrice de la Coopération Multilatérale doit rencontrer l'Ambassadeur du Royaume de Danemark en vue d'échanger sur la question. Le Ministère du commerce a été informé. | |

| | | | | |
|----|--|---|--|--|
| 18 | <p>Les réunions du CDN avaient été interrompues suite à la situation de crise. Toutefois, une réunion a été organisée récemment (Mai 2013) à la demande du Ministre du Commerce en vue d'examiner le plan de travail et le budget et les modalités de gestion du projet.</p> <p>Les réunions du CDN devront se tenir régulièrement comme prévue pour faciliter l'orientation du programme et le suivi de l'exécution par l'UMOCI des projets en cours (catégorie, 1, et catégorie 2).</p> <p>Le comité de suivi des projets de catégorie 2 devra également être réactivé pour l'orientation et le suivi des projets.</p> | <p>Ce point relève du PF/MCI. Les réunions du Comité de Pilotage sont organisées régulièrement.</p> <p>Le rythme des réunions du Comité de Pilotage se reprend. En 2013, deux réunions se sont tenues.</p> <p>Les activités du Comité de suivi seront réactivées avec le lancement du Projet de la Catégorie 2.</p> | | |
|----|--|---|--|--|

PARTIE IV: MISE À JOUR DU RAPPORT ANNUEL

IV.1 Produits/Résultats du projet

- le fonctionnement de l'UMOCI est assuré ;
- le personnel de l'UMOCI est motivé ;
- les capacités des acteurs privé et public sont renforcées ;
- le projet de la Catégorie 2 sur la Gomme arabique est en passe de démarrer : le mémorandum est signé et le premier décaissement du Fonds multilatéral est effectué ;
- les projets de la catégorie 2 sont élaborés :
 - ✓ le document de projet de développement de la filière karité fera l'objet d'échanges entre structures techniques du département avant d'être transmis au SE et au GFAS du CIR ;
 - ✓ le document de projet de l'UTRAFRUY reformulé est soumis au GFAS et au SE du CIR.
- les prévisions de l'appui budgétaire de l'Etat sont maintenues dans la Loi des Finances pour un montant d'un (01) milliard 500 millions de FCFA en 2014 ;
- les travaux de l'actualisation de l'EDIC et sa matrice d'actions ont démarré ;
- le manuel des procédures administrative, financière et comptable est en cours d'élaboration ;
- les TDR relatifs à l'évaluation à mi-parcours du Projet de la Catégorie 1 sont approuvés par le SE et le GFAS du CIR ;
- les TDR relatifs aux audits 2011, 2012 et 2013 sont approuvés par le GFAS du CIR.

IV.1a Stratégie commerciale

| | | OUI | NON | Observations (brève explication) |
|----|---|-----|-----|--|
| 1 | Une stratégie commerciale a été officiellement approuvée et publiée (dans l'affirmative, préciser l'année) | | X | Un document de cadrage été élaboré en 2009 avec l'assistance de la CNUCED. L'élaboration de la Politique nationale de développement du commerce a été confiée à la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence. L'UMOCI vient en appui financier. |
| 2a | La stratégie commerciale est axée sur la compétitivité nationale (c'est-à-dire qu'elle identifie les avantages comparatifs et compétitifs) et sur les améliorations de productivité | X | | Les TDR vont dans ce sens. |
| 2b | La stratégie commerciale est axée uniquement sur la compétitivité nationale | | X | |
| 3 | La stratégie commerciale suit une approche par secteur et tient compte des normes de qualité | X | | Prise en compte dans les TDR. |
| 4 | La stratégie commerciale identifie les liens avec la pauvreté, l'égalité des sexes et l'environnement | X | | Toutes les politiques sectorielles s'inspirent du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) qui tient compte des objectifs du CIR. Il y'a donc une interaction CSLP et CIR. |

| | | | | |
|----|---|---|---|---|
| 5 | La stratégie commerciale a comporté un processus effectif de participation des parties prenantes au cours de son élaboration | X | | Les parties prenantes seront impliquées dans l'élaboration de la stratégie. Elles ont été impliquées dans la validation des TDRs. |
| 6 | La stratégie commerciale est liée aux autres stratégies nationales adoptées officiellement | X | | Elle est cohérente avec les autres stratégies sectorielles dans le cadre du CSCRP qui est le document fédérateur. Exemple : matrice harmonisée entre l'agriculture, l'environnement et le commerce. |
| 7a | La stratégie commerciale identifie les marchés cibles essentiels et tient compte des accords commerciaux bilatéraux, régionaux et multilatéraux | X | | Selon les TDR |
| 7b | La stratégie commerciale identifie les marchés cibles essentiels | X | | Selon les TDR |
| 8a | La stratégie commerciale traite de questions relatives à la facilitation des échanges et à l'infrastructure | X | | Selon les TDR |
| 8b | La stratégie commerciale est en cours d'élaboration | X | | La politique sectorielle de développement du commerce est en cours d'élaboration par la DNCC. |
| 9 | Il n'y a pas de stratégie commerciale | | X | Pas effectivement mais en cours d'élaboration |
| | Évaluation générale | | | |

IV.1b Mise en œuvre de la stratégie commerciale

| | | OUI | NON | Observations |
|----|--|-----|-----|--------------|
| 1a | Plan de mise en œuvre d'une stratégie commerciale de qualité établi et comportant des indicateurs clairs et mesurables | | | |

| | | | | |
|----|---|--|--|--|
| 1b | Mise en œuvre d'une stratégie commerciale de qualité en bonne voie/comme prévu | | | |
| 2a | Mécanisme de révision du plan de mise en œuvre établi | | | |
| 2b | Mécanisme de révision du plan de mise en œuvre envisagé | | | |
| 3a | Progrès dans la mise en œuvre (au moins 65% du plan est appliqué comme prévu) | | | |
| 3b | Progrès dans la mise en œuvre (au moins 50% du plan est appliqué comme prévu) | | | |
| 3c | Peu de progrès dans la mise en œuvre; seules quelques priorités ont éventuellement été traitées | | | |
| | Évaluation générale | | | |

IV.2a Votre pays dispose-t-il d'un plan de développement national (PDN) ou d'un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)?

PDN: Oui ____ Non _____ DSRP: Oui **X** ____ Non ____

Observations:

IV.2b Dans l'affirmative, quand ce document a-t-il été élaboré ou publié? (2012)

PDN: _____ DSRP: 3ème génération (CSCR 2012-2017)

IV.3 Le commerce dans le DSRP et/ou les stratégies nationales de développement

| | | OUI | NON | Observations |
|---|--|-----|-----|--------------|
| 1 | Il y a une section relative au commerce identifiable dans le DSRP/plan de développement national | X | | |

| | | OUI | NON | Observations |
|---|---|-----|-----|---|
| 2 | Le cycle de l'EDIC est harmonisé avec celui du DSRP | X | | L'actualisation de l'EDIC devrait coïncider avec la 3 ^{ème} génération du CSCRP 2012-2017. Mais, la crise qui sévissait au Mali a empêché la synchronisation. |
| 3 | L'examen du commerce est relié en amont à la description et à l'analyse de la pauvreté figurant au début du DSRP/de la stratégie nationale de développement et il est éclairé par elles | X | | Le commerce figure dans l'Axe n°1 (II.3.4) du CSCRP 2012-2017 : Promotion d'une croissance accélérée, durable, créatrice d'emplois et d'activités créatrices de revenus (page 43 CSCRP III) ; -Domaine n°8 : Commerce (page 58 CSCRP III) -Plan d'Actions Prioritaire du CSCRP 2012-2017 (Page 15). |

| | | OUI | NON | Observations |
|---|---|-----|-----|---|
| 4 | Le DSRP/plan de développement national prend en compte d'autres facteurs nationaux et internationaux qui influent sur le commerce (contraintes du côté de l'offre telles que l'infrastructure, contraintes du côté de la demande telles que l'accès aux marchés, et questions commerciales liées aux marchés locaux et régionaux en plus du niveau international) | X | | Page 31 du CSCR 2012-2017 : les contraintes liées à la croissance économique sont, entre autres : -dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur et sa vulnérabilité aux chocs extérieurs, un secteur privé peu compétitif, insuffisance des infrastructures de soutien (transport, électricité, TICs), les contraintes en matière de renforcement des capacités. |

| | | OUI | NON | Observations |
|---|--|-----|-----|--|
| 5 | Le commerce est entièrement intégré dans les stratégies sectorielles clés | X | | <p>Prise en compte du commerce dans les stratégies sectorielles clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Programme National d'Investissement dans le Secteur Agricole (PNISA) -Cadre Stratégique pour l'Investissement dans la Gestion Durable des Terres (CSI-GDT) -Stratégie de Développement du Tourisme -Politique de développement industriel - Politique Nationale Genre du Mali - Politique de développement agricole |
| 6 | Les plans d'action pour la mise en œuvre sont définis | X | | |
| 7 | Un budget spécifique est défini pour la mise en œuvre du plan d'action | X | | Plan d'Actions Prioritaires CSCR 2012-2017 (Annexe III). Le plan d'actions de chaque stratégie sectorielle est budgétisé |
| 8 | Dans le cas où la section du DSRP (ou, le cas échéant, de la stratégie nationale de développement) consacrée à l'analyse de la pauvreté traite des aspects de la pauvreté autres que le revenu, cela contribue aux éléments du document relatifs au commerce | X | | |

| | | OUI | NON | Observations |
|----|--|-----|-----|--|
| 9 | Le DSRP/plan de développement national traite expressément des options en matière de politique commerciale (expliquant en quoi elles diffèrent selon le secteur de production, leur impact différent sur les groupes vulnérables, les liens explicites entre commerce et égalité des sexes, et la différenciation entre consommateurs, producteurs et salariés dans l'environnement urbain et rural) | X | | |
| 10 | Il y a une description de la manière dont les éléments du DSRP/plan de développement national relatifs au commerce ont été constitués | X | | La vision du secteur commerce dans le CSCRP 2012-2017 est d'accroître le rôle du commerce dans le développement économique et social à travers, entre autres, la poursuite de la mise en œuvre du Programme Cadre Intégré du Commerce (Page 58 du CSCRP 2012-2017) |
| | Évaluation générale | | | |

IV.4a Le commerce est-il intégré dans les stratégies concernant d'autres secteurs (par exemple, l'agriculture, le développement rural, l'industrie, l'énergie, le tourisme, les transports, etc.)?

Oui **X** _____ Non _____

IV.4b. Dans l'affirmative, indiquez les secteurs concernés:

- Agriculture, Elevage, Pêche, environnement : harmonisation avec le Programme National d'Investissement du Secteur Agricole (PNISA), l'EDIC, et le Cadre Stratégique d'Investissement de la Gestion Durable des Terres (CSI-GDT)

- Industrie, Transport,

- Tourisme : Schéma directeur du Tourisme et de l'Hôtellerie,
- Genre : Politique genre.

Observations:

IV.5 Mécanismes de coordination des secteurs public et privé

| | | OUI | NON | Observations |
|---|--|-----|-----|--|
| 1 | Les mécanismes de consultation public-privé pour la formulation et la mise en œuvre des politiques interviennent de façon régulière (au moins tous les six mois) | X | | Le cadre de concertation comprend deux organes : - le Conseil de Coordination du Développement du secteur privé qui se réunit en session ordinaire une fois par semestre ; - le Modérateur de la concertation Etat/secteur privé est l'organe opérationnel de la mise en œuvre et du suivi des décisions du Conseil de Coordination. |
| 2 | Les consultations sont présidées au niveau ministériel, avec une participation de haut niveau sur l'ensemble des organismes publics compétents | X | | Une rencontre annuelle est institutionnalisée avec l'ensemble des structures représentatives du secteur privé malien, sous la présidence du Premier ministre et des membres du Gouvernement. |
| 3 | Il est donné suite aux décisions prises lors de ces réunions avec un plan de mise en œuvre incluant un suivi | X | | Le Conseil Présidentiel pour l'Investissement (CPI) est présidé par le Président de la République. Il annonce publiquement les instructions pour la mise en œuvre des recommandations formulées avec le secteur privé. Le suivi est assuré par le Premier Ministre. |
| 4 | Il est donné suite aux décisions prises lors de ces réunions sans plan de mise en œuvre | | | |

| | | | | |
|---|---|---|--|--|
| 5 | Un éventail complet de groupes d'intérêts, y compris les groupements de femmes chefs d'entreprise, prend part aux consultations | X | | Le Réseau des Femmes Entrepreneurs du Mali est membre de droit du Conseil National du Patronat du Mali qui est également membre du Comité de Pilotage du Cadre Intégré |
| 6 | Le secteur privé peut engager des consultations sur des questions qui le concernent | X | | |
| | Évaluation générale | | | |

IV.6 Coordination entre le Gouvernement et les donateurs sur les questions liées au commerce

| | | OUI | NON | Observations |
|----|--|-----|-----|---|
| 1a | Au moins deux réunions formelles sont organisées chaque année entre les partenaires de développement et le gouvernement et où le commerce figure comme point spécifique de l'ordre du jour | X | | Réunions formelles entre le Gouvernement et les partenaires dans le cadre du suivi de la Stratégie Commune d'Assistance Pays (SCAP) ⁷ élaborée en 2007 et dont la première phase a porté sur la période 2008-2011. |

⁷ La SCAP découle d'une volonté politique des Partenaires Techniques et Financiers du Mali de changer profondément leurs modalités d'aide et les modes de faire en développant une démarche novatrice de réponse collective à la nouvelle stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté du Gouvernement du Mali (CSCR).

3. Elle est l'aboutissement d'une dynamique de coordination amorcée depuis 2002 au niveau des PTF avec la préparation du CSLP 2002-2006 et qui s'est renforcée avec la tenue de la Table Ronde des bailleurs de fonds du Mali en 2004, puis l'adoption du CSCR en 2006 et du Plan d'Action Efficacité de l'Aide en 2007 conformément à la Déclaration de Paris. Par ailleurs la SCAP a alimenté les discussions de la Table Ronde des bailleurs de fonds pour le financement du CSCR qui s'est tenue en juin 2008.

| | | OUI | NON | Observations |
|----|--|-----|-----|--|
| 1b | Une réunion formelle est organisée tous les deux ans entre les partenaires de développement et le gouvernement et où le commerce figure à l'ordre du jour | X | | - Table ronde des bailleurs de fonds du Mali en mars 2004 à Genève - Table ronde des bailleurs de fonds du Mali en juin 2008 à Bamako - Réunions de la Stratégie d'Assistance Pays (SCAP). |
| 1c | Aucune réunion formelle n'est organisée entre les partenaires de développement et le gouvernement et où le commerce figure à l'ordre du jour | | X | |
| 2a | Ces réunions traitent des questions de politique commerciale et du renforcement de la coordination entre les interventions des donateurs | | | |
| 2b | Ces réunions traitent uniquement du renforcement de la coordination entre les interventions des donateurs, et non des questions de politique commerciale | X | | |
| 2c | Coordination minimale entre les interventions des donateurs | X | | |
| 3a | La participation gouvernementale de haut niveau (ministériel) à ces réunions est la norme | X | | |
| 3b | La participation gouvernementale de haut niveau (ministériel) à ces réunions n'est pas systématique | | X | |
| 3c | La participation gouvernementale de haut niveau (ministériel) à ces réunions est minimale | | X | |
| 4 | Le commerce fait partie de la matrice de l'aide budgétaire lorsqu'elle existe | X | | |
| | Évaluation générale | | | |

IV.7a Outre l'aide qu'il reçoit du CIR, votre pays bénéficie-t-il d'autres sources de soutien lié au commerce?

Oui Non _____

IV.7b Dans l'affirmative, indiquez la ou les sources : Banque Mondiale, Union Européenne, autres partenaires bilatéraux

Observations: sur la base de l'arbitrage budgétaire de chaque année

IV.8a Existe-t-il un plan d'action ou une stratégie qui intègre l'ensemble du soutien lié au commerce reçu par votre gouvernement et qui coordonne les activités?

Oui Non _____

La stratégie d'Assistance Pays (SCAP)

IV.8b Ce plan d'action ou cette stratégie comprend-il/elle des questions transversales telles que l'égalité des sexes ou l'environnement?

Égalité des sexes: Oui Non _____

Environnement: Oui Non _____

IV.8c Existe-t-il un organisme public ou parapublic qui coordonne ce soutien lié au commerce?
Dans l'affirmative, indiquez son nom _____

- Le Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide (SHA) ;
- Le groupe chargé du commerce du Comité Stratégique d'Assistance Pays (SCAP) des PTF.

Observations:

IV.9a Les activités des donateurs liées au commerce se fondent-elles sur les priorités de la Matrice des Actions de l'EDIC pour le pays?

Oui Non _____

IV.9b Dans l'affirmative, indiquez les donateurs et les priorités de la Matrice des Actions de l'EDIC correspondantes

| | Donateurs | Priorité de la Matrice des Actions |
|---|--|--|
| 1 | Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) | Appui aux structures d'appui au commerce : contribution dans la mise en œuvre du Cadre Intégré Renforcé. |
| 2 | Banque Mondiale | Mise en œuvre du Programme de Compétitivité et de Diversification Agricoles (PCDA) |
| 3 | Banque Mondiale | Mise en œuvre du Programme d'Appui à la Productivité Agricole (PAPAM) |
| 4 | USAID | Mise en œuvre des Initiatives Intégrées pour la Croissance Economique au Mali (IICEM) |
| 5 | Union Européenne | Appui au secteur privé |
| 6 | Coopération suisse | Mise en œuvre du Projet Helvetas Mali |
| 7 | Canada | Mise en œuvre du Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA) |

IV.9c Y a-t-il des initiatives liées au commerce qui sont gérées par deux donateurs ou plus (par exemple, évaluation des besoins, formulation de stratégies, planification conjointe de projets, mise en commun des ressources, etc.)?

Oui Non _____

Dans l'affirmative, indiquez les donateurs et les initiatives liées au commerce

| | Donateurs | Initiatives liées au commerce |
|---|--|---|
| 1 | AFD, Banque Mondiale et Union Européenne | Appui au secteur privé (mise en commun des ressources) |
| 2 | AFD, Banque Mondiale et Union Européenne | -Amélioration de l'environnement des affaires ; -Appui à la Croissance |
| 3 | Cadre Intégré du Commerce | Développement des capacités commerciales |

Observations:

IV.10 Plan de mise en œuvre à moyen terme

| | | OUI | NON | Observations |
|----|---|-----|-----|--|
| 1a | Un programme à moyen terme chiffré pour le CIR/l'Aide pour le commerce indiquant les priorités et la chronologie a été élaboré et validé par le CDN | X | | Le Cadre de Dépenses à Moyen Terme est global et prend en compte les prévisions budgétaires pour l'ensemble des structures du Département en charge du Commerce. Il est élaboré par une Cellule technique et validé par le département. |

| | | OUI | NON | Observations |
|----|---|-----|-----|---|
| 1b | Un programme à moyen terme chiffré pour le CIR indiquant les priorités et la chronologie a été élaboré et validé par le CDN; certains besoins en matière d'Aide pour le commerce peuvent néanmoins être extérieurs à ce programme | X | | |
| 1c | Un programme à moyen terme chiffré pour le CIR a été élaboré et validé par le CDN | X | | |
| 2a | Le programme à moyen terme fait partie du plan de développement national | X | | Les éléments du CDMT sont intégrés dans le CSCR |
| 2b | Le programme à moyen terme du CIR est lié au plan de développement national (ou la liaison est en cours d'établissement) | X | | |
| 2c | Des efforts sont en cours pour relier le programme à moyen terme au plan de développement national | X | | |
| 3a | Le programme à moyen terme a été élaboré en consultation avec la communauté des donateurs (le facilitateur des donateurs (FD) étant l'homologue clé) | X | | |
| 3b | Le programme à moyen terme a été élaboré en consultation avec le FD | | X | Sauf à travers le CSLP |
| 3c | Un programme à moyen terme pour le CIR a été élaboré (ou est en cours d'élaboration) en consultation avec le FD | X | | Il n'existe pas de FD |
| 4 | Le programme à moyen terme pour le CIR/l'Aide pour le commerce fait partie du dialogue entre le gouvernement et les donateurs | X | | |
| 5 | Aucune mesure n'a encore été prise pour élaborer un programme à moyen terme pour le CIR | | X | |
| | Évaluation générale | | | |

IV.11 Quels sont les flux d'Aide pour le commerce reçus par votre pays pour les années ci-après⁸?

⁸ Il est très difficile de dégager un montant exhaustif.

Observations: Les montants ne sont pas disponibles au niveau national

IV.12 Indiquez l'intitulé et le montant des projets financés par des donateurs et liés à la Matrice des Actions de l'EDIC

| | Intitulé du projet | Montant (en dollars ou en euro) |
|---|--|--|
| 1 | Fonds de Renforcement des Capacités Commerciales ⁹ de l'AFD (2007 - 30 juin 2012) | 1.500.000 euros |
| 2 | Programme d'Appui au Secteur privé (PASP Mali) de l'AFD (avec la participation de la BM et l'UE) en 2012 | 12.200.000 euros |
| 3 | Contribution du PNUD dans la mise en œuvre du CIR (2005-2013) | 1.500.000 \$EU |
| 4 | PAPAM (Banque mondiale) | 70 000 000 \$ EU |
| 5 | PCDA (Banque mondiale) pour un financement additionnel | 20 000 000 \$ EU |

Observations:

IV.13 Plan de travail du projet

IV. 13.1 Changement important survenu en 2013 dans la mise en œuvre du plan de travail décrit dans la proposition de projet.

En 2013, le Plan de travail de l'an 3 a été révisé ainsi que le budget y afférent pour une prolongation d'août 2013 à mars 2014. Il a été approuvé par l'UNOPS, Gestionnaire de fonds du Cadre Intégré avec un amendement du mémorandum d'accord entre le Gouvernement du Mali et l'UNOPS.

Certaines activités prévues en 2013 n'ont pas pu être réalisées. Cela est dû, entre autres, aux problèmes liés à la disponibilité des ressources de l'Etat.

IV.14 Analyse des risques

⁹ Le Projet a pris fin.

IV.14.1 Evolution de la situation et l'état d'avancement du projet en 2013, comment évaluez-vous les *principaux risques* que le projet doit prendre en compte pour que ses objectifs soient atteints?

| N° | RISQUES | ETATS DE REALISATION | RECOMMANDATIONS |
|----|--|--|--|
| 1 | Risques liés à la mobilisation de la contrepartie nationale | Une coupe budgétaire de la contribution de l'Etat de 300 millions de FCFA est intervenue suivant l'Ordre de recette n°0003 du 20 mai 2013 du DFM/MCI. L'Ordre de recette a été annulé. Malgré cette annulation de l'Ordre de recette, la totalité des fonds n'a pas été mobilisée à date. Aujourd'hui, il reste 117 239 334 FCFA à décaisser. | Accélérer les procédures de décaissement |
| 2 | Non réalisation de certaines activités programmées | Plusieurs activités relatives au renforcement des capacités programmées n'ont pas pu être réalisées. | Tenir compte de la dotation annuelle conformément aux activités programmées lors des arbitrages budgétaires techniques |
| 3 | Non tenue des réunions statutaires du Comité interministériel de suivi | En 2013, aucune réunion du Comité interministériel de suivi ne s'est tenue. | Organiser les réunions statutaires du Comité Interministériel de suivi et Comité de pilotage du Cadre Intégré et de l'Aide pour le commerce conformément aux Décrets |
| 4 | Le projet n'a pas pu être audité en 2011 ; 2012 et 2013 | <p>-L'auditeur Moor Stephen devait être commis par le PNUD pour réaliser les audits. Cela n'a pas pu être fait ;</p> <p>-La Cour des Comptes avait été saisi par le Point Focal pour réaliser les audits pour les exercices 2011 ; 2012 et 2013. Elle a répondu que le Projet de la Catégorie 1 sera programmé en 2013. Compte tenu qu'il ne reste que 2 mois pour la clôture de cette phase du projet</p> <p>– Enfin, un appel à candidature a été lancé pour le recrutement d'un Cabinet d'audit agréé en vue de procéder à l'audit du Projet de la Catégorie 1 concernant les</p> | Auditer le projet en 2013 concernant les exercices budgétaires 2011 ; 2012 et 2013. |

| | | | |
|--|--|---|--|
| | | <p>années 2011, 2012 et 2013.</p> <p>Après l'approbation des TDR, le processus de recrutement sera lancé en janvier 2014.</p> | |
| | Choix d'un Facilitateur des donateurs du Cadre Intégré | <p>Depuis le 9 janvier 2012, l'USAID, Facilitateur des donateurs du Cadre Intégré au Mali a informé par lettre au Ministre du Commerce son soutien de céder son poste à un autre donateur. Le Royaume de Danemark avait été ciblé par le Gouvernement du Mali pour devenir le nouveau Facilitateur.</p> | <p>Désigner un nouveau Facilitateur des donateurs du Cadre Intégré du Mali. Impliquer le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale pour relancer le Royaume de Danemark.</p> |

IV.15 Points de vue des parties prenantes et des partenaires (rapport annuel seulement)

IV.15.1 Décrivez, à l'aide d'exemples, la participation des parties prenantes à la mise en œuvre du projet et leurs attentes.

Participation des parties prenantes à la mise en œuvre du projet :

- Comité de Pilotage du Cadre Intégré : approbation du Plan de travail de l'An 1 du Projet de renforcement des capacités productives et commerciales de la filière gomme arabique. Les préoccupations des parties prenantes ont été prises en compte dans le document ;
- Acteurs privés : participation aux activités de renforcement des capacités du Projet, à l'élaboration du Projets de la catégorie 2.

Attentes des parties prenantes :

- Les Hautes autorités et les acteurs de la filière gomme arabique attendent avec beaucoup d'intérêt la mise en œuvre du Projet de renforcement des capacités productives et commerciales de la filière gomme arabique qui a été approuvé du Conseil d'administration du CIR depuis février 2012.
- Les PTF comptent sur le renforcement du cadre institutionnel en vue d'une meilleure coordination de l'aide et la transparence, notamment visées par les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

IV.15.2 Les points de vue des partenaires (partenaires publics, secteur privé et société civile), leur participation à la mise en œuvre des activités relatives au projet, et les avantages découlant du projet.

La mise en œuvre du Programme Cadre Intégré est globalement appréciée par les partenaires :

- Participation aux réunions et missions organisées par le Projet;
- Activités de renforcement des capacités (ateliers, formations, équipements) à l'endroit des acteurs;

- Activités relatives au développement et diversification des marchés (foires, missions d'échanges d'expérience) à l'endroit des acteurs ;
- Participation à l'élaboration des études : Guide de l'Exportateur.

IV.15.3 Les perspectives d'avenir du projet sur la base des évaluations de l'UMOCI et du Ministère du Commerce

La mise en œuvre du Cadre Intégré Renforcé a démarré en 2010. Au bout de 3 ans, le Projet doit être révisé. Une évaluation à mi-parcours est prévue en 2014. Le processus pour l'évaluation à mi-parcours a été lancé.

"Fin du document"